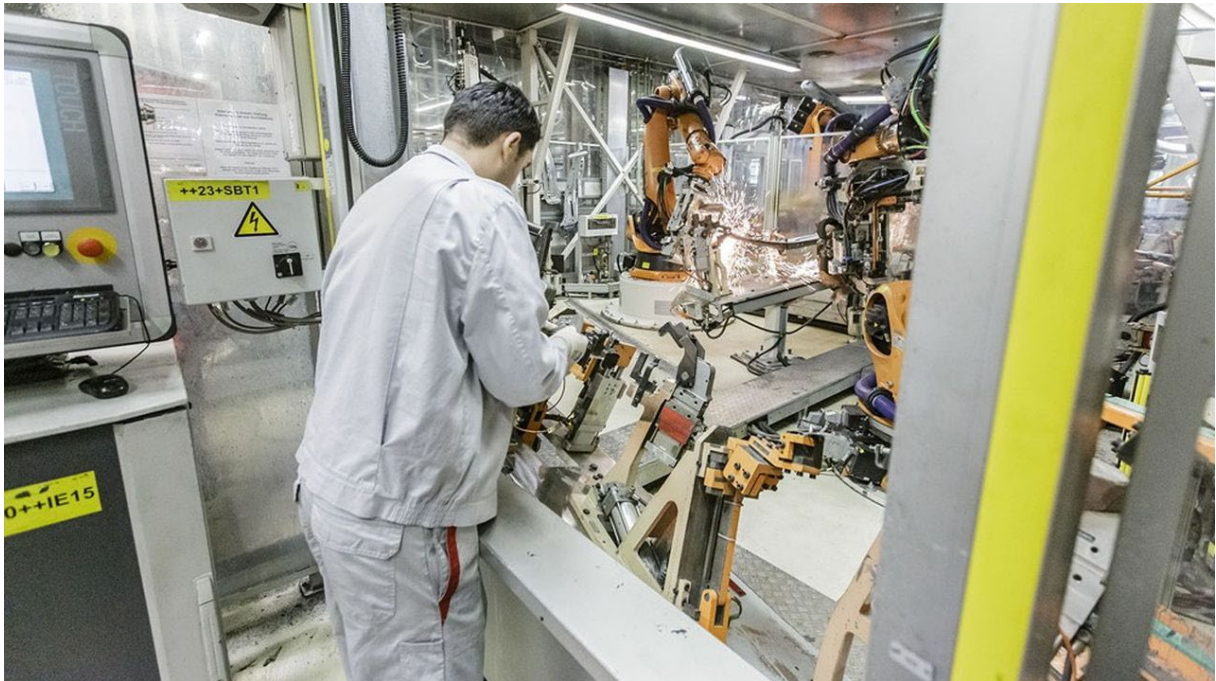




## Le coup d'arrêt de l'économie européenne se confirme

La publication des enquêtes PMI de juin vient confirmer une dégradation de l'activité en Europe, dans le secteur des biens mais aussi des services. Cette détérioration est particulièrement notable en France. La récession pourrait s'installer durablement en zone euro.



L'activité manufacturière en Europe, et particulièrement en Allemagne (Martin Leissl/Laifrea)

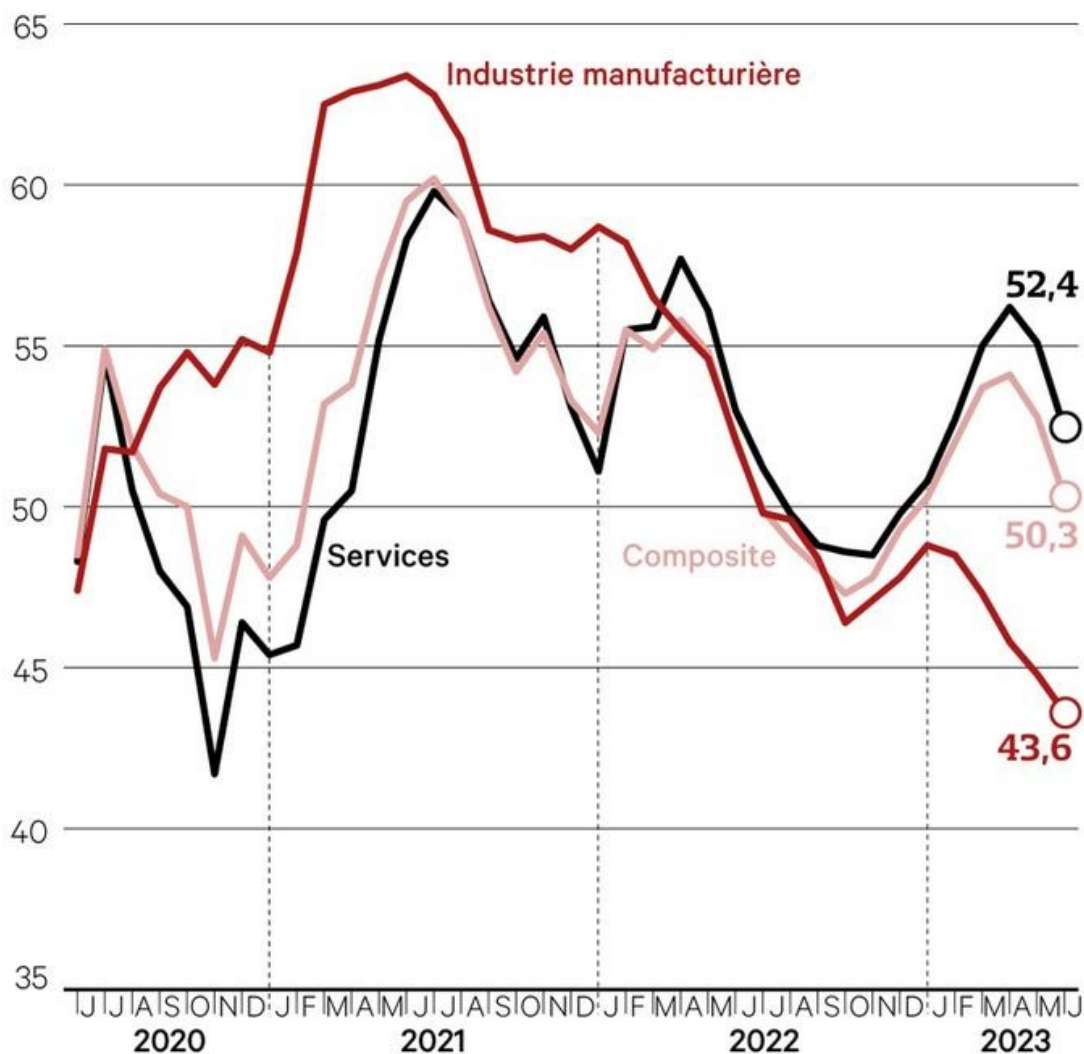
Par [Sébastien Dumoulin](#)

Publié le 23 juin 2023

C'est un signe de plus que la panne de croissance est sérieuse en Europe. Les enquêtes PMI (« purchasing managers' index », ou indice des directeurs des achats) publiées vendredi par l'agence S&P pointent vers une claire dégradation de l'activité. L'indice global pour la zone euro a chuté de deux points et demi en juin, pour s'établir à 50,3. C'est son plus fort repli depuis un an. L'indicateur flirte désormais avec la ligne des 50, qui marque la frontière entre expansion et contraction économique.

# Indices PMI des directeurs d'achat de la zone euro

En points



SOURCE : S&P GLOBAL



« Après que l'économie de [la zone euro a plongé dans une récession technique](#) au premier trimestre, les indicateurs avancés pointent dans la même direction et confirment le ralentissement économique général », écrit Christophe Boucher, directeur des investissements chez ABN AMRO IS.

## L'industrie fait grise mine

L'ambiance continue d'être particulièrement morose dans les usines, notamment en Allemagne. L'unique puissance manufacturière du continent ne parvient plus à exporter sa production. Et la demande ne montre aucun signe de rebond. Résultat, l'indice PMI de l'industrie dans la zone euro est au plus bas depuis trois ans et poursuit sa descente en territoire récessif (à 43,6 en juin).

Quant au secteur des services, qui a jusqu'à présent sauvé la croissance européenne, il montre d'évidents signes de ralentissement. Les prestataires de services (financiers, juristes, restaurateurs...) ont indiqué à S&P avoir enregistré, en juin, la plus faible hausse de leur activité depuis le début l'année, du fait d'une moindre demande.

## Adieu les vacances à Ibiza

Ce constat est particulièrement flagrant en France, où l'indice PMI des services est carrément passé dans le rouge en juin (à 48,0, contre 52,5 en mai) - poussant l'économie tricolore à se contracter au mois de juin, selon l'indicateur de S&P. « C'est assez étonnant, tempère Charlotte de Montpellier, économiste chez ING. Plusieurs indicateurs montrent pourtant que l'on peut tabler sur un bel été pour les services en France. Comme en Italie ou en Espagne d'ailleurs, on s'attend à un net rebond du tourisme. Les réservations sont très bonnes. »

Mais après ce boost de l'été, le risque est bien que les services rejoignent le secteur manufacturier dans la déprime. « Les indices PMI en sont peut-être les premiers signes », reconnaît Charlotte de Montpellier. Cela signerait la fin de la frénésie de consommation de services dont bénéficient les économies européennes depuis la sortie du Covid. Adieu les sorties au restaurant ou les vacances à Ibiza... et bonjour la gueule de bois. Comme l'écrivent les analystes de Nomura en paraphrasant Warren Buffett : « C'est peut-être quand la mer se sera retirée qu'un certain nombre d'économies se retrouveront en train de nager nues. »

## L'inflation se calme

Il y a heureusement un corollaire positif au ralentissement de l'activité : [la détente des tensions inflationnistes](#) en zone euro. D'après les indicateurs de S&P, « le prix des biens chute pour le deuxième mois d'affilée, souligne une note d'Oxford Economics. Tandis que l'inflation du prix des services se calme dans des proportions inédites depuis 2008 - exception faite des débuts de la pandémie ».

C'est une excellente nouvelle pour la Banque centrale européenne, [qui a multiplié les hausses de taux](#) à cet effet depuis un an. Reste à savoir si ces premiers signes positifs

inciteront l'institution de Francfort à relâcher la pression. Pour l'heure, les observateurs n'y comptent pas et tablent majoritairement sur de nouvelles hausses des taux en juillet et en septembre. Avec le risque que la récession technique du début d'année ne se transforme en contraction plus durable de l'activité dans les vingt pays de la monnaie unique.

**Sébastien Dumoulin**